Initiatives ministérielles

Mais les conservateurs, qui ont la vie facile, trouvent-ils à redire au sujet des salaires élevés des principaux dirigeants des entreprises? Jamais. Est-ce juste?

Il y a quelques années, le gouvernement fédéral faisait figure de meneur en matière de salaire minimum. Les provinces avaient du retard. Mais qui a du retard aujourd'hui? Qui est dernier en matière de salaire minimum? Est-ce l'Île-du-Prince-Édouard, Terre-Neuve ou le Manitoba? Non, c'est le gouvernement fédéral. Les conservateurs, chiches, n'ont pas rajusté le salaire minimum depuis presque six ans, soit depuis 1986. Peut-on parler de justice?

Et qu'en est-il de la politique monétaire? Qu'en est-il de la politique de ce gouvernement pour combattre l'inflation? Personne n'aime l'inflation, du moins pas à ma connaissance. Les conservateurs se lèvent bravement pour dire qu'ils vont lutter contre l'inflation. Ils ont fait un travail passable. Mais qui a fait les frais dans ce processus? Qui était les pions dans cette lutte contre l'inflation? C'est le travailleur, le gagne-petit. La lutte contre l'inflation a été menée au détriment des petites gens. Je vous le demande, monsieur le Président, est-ce juste?

Et les compressions dans les paiements de transfert aux provinces? Ces coupes auront un effet négatif considérable sur les programmes de soins de santé dans les provinces, ce qui se fait déjà sentir d'ailleurs. Je vous le demande, monsieur le Président, est-ce juste? Est-il équitable de transférer aux provinces une partie de plus en plus grande de la responsabilité du gouvernement fédéral en matière de soins de santé? Est-il juste de retirer des fonds fédéraux du système d'assurance-santé en laissant aux provinces une charge absolument incroyable, un fardeau trop lourd pour elles?

Prenez note de ce que je dis, monsieur le Président: lorsque le gouvernement fédéral ne contribuera plus au système d'assurance-santé et il perdra son pouvoir de mettre en application la Loi canadienne sur la santé—et c'est ce qui se produira—, les provinces adopteront rapidement le ticket modérateur ou d'autres mesures semblables, comme la surfacturation, et ce sera la fin de l'assurance-santé. Ce sera le début d'un système à deux paliers, un pour les riches et un autre pour les pauvres. Il est bien évident que ce dernier sera plus démuné car les moins bien nantis ne pourront s'offrir le même genre de système que les riches. Je vous le demande à nouveau, monsieur le Président, est-ce juste?

Je peux énumérer tous les éléments de cette longue liste et, pour chacun, poser la même question: Est-ce juste? Est-ce juste de s'acharner ainsi à faire des coupes et à déchirer le contrat social qui existe en ce pays depuis si longtemps? Qu'en est-il des dispositions de récupération des pensions et des allocations familiales?

Bien entendu, les conservateurs grimpent sur leur estrade, monsieur le Président, et nous tiennent toujours le même discours: «Après tout, ces mesures s'adressent à des gens qui ont des ressources, des moyens. Nous ne nous attaquons pas aux pauvres gens; nous ne ferions jamais une telle chose.» C'est faux. La récupération n'est d'aucune façon liée à l'inflation.

Même si les conservateurs viennent à bout de l'inflation, je peux vous assurer qu'avec le temps les effets de l'inflation deviendront plus apparents et que les dispositions de récupération des allocations familiales et des pensions feront de plus en plus mal. Comme vous le savez bien, le seuil se situe maintenant à 50 000 \$, ce qui n'est pas trop mal, n'est-ce pas? Ce n'est pas trop mal, mais quand il s'agit de pensions de retraite, non indexées par surcroît, ce seuil de 50 000 \$ équivaldra à 40 000 \$ dans huit ans d'ici. Oui, le seuil s'établira à 40 000 \$ dans huit ans. Dans trente ans, il tombera à 20 000 \$.

Imaginez-vous que dans trente ans, compte tenu de l'inflation, les Canadiens vont avoir une pension de vieillesse de 20 000 \$. Est-ce juste? Est-ce là l'orientation qu'il faudrait prendre? Les Canadiens le savent. Ils le savent et ils le font savoir tous les jours. C'est pourquoi les sondages disent que les conservateurs seront balancés dès la première occasion. Tout le monde sait que leurs politiques mènent le pays à la ruine. Ils n'ont jamais entendu parler du mot «partager».

Vous vieillirez dans votre fauteuil, monsieur le Président, et vous attendrez longtemps de ce côté-ci de la Chambre avant que le mot «partager» ne sorte de leur bouche. Ils ne croient pas au partage. Ils n'en ont jamais entendu parler. En fait, si vous leur demandez ce que le «partage» signifie pour eux, ils vous diront que c'est du «vol». Autrement dit, «partager», c'est «donner aux autres une partie de leur avoir». C'est ce que le «partage» signifie pour eux. C'est du «vol».

Quant à cette idée de créer deux classes dans notre société, ils y arrivent par le principe de la récupération. En réduisant les paiements de transfert aux provinces, ils créent deux classes et divisent notre pays et notre peuple pour mettre les riches d'un côté et les pauvres, de l'autre.